

Fillon devant les profs

Le Premier ministre a souligné hier, devant des élèves de l'IUFM de Créteil (Val-de-Marne) l'objectif d'atteindre en 2012 100 % d'élèves maîtrisant le "socle commun" de connaissances, 80 % de bacheliers et 50 % de titulaire de la licence.

le chiffre du jour

14 200 000 La France comptait 14,2 millions d'abonnés à l'Internet haut débit à fin juin (+ 28 % sur un an) dont la quasi-totalité via le téléphone (ADSL).

Décès de Jean Diebold

L'ancien député UMP de Haute-Garonne et adjoint au maire de Toulouse est décédé jeudi à l'hôpital toulousain de Rangueil après un accident cardiaque, fin juillet. Le Premier ministre François Fillon lui a rendu hommage hier.

(Pascal Pavy/AFP)



■ université d'été

Royal: "Je fais le rêve que le PS soit admiré"



Les socialistes ont ouvert hier, leur université d'été annuelle de La Rochelle dans un climat morose mais décripé, conscients d'avoir cinq ans pour se reconstruire, sans échéance immédiate susceptible de ranimer des querelles sous-jacentes.

Quatre mois après la défaite sans appel de Ségolène Royal à l'élection présidentielle, le PS a commencé de se pencher, et pour trois jours, sur ses causes. Avec un agenda qui lui permet, au lieu d'un procès de la campagne, de se concentrer sur les raisons profondes de la troisième défaillance consécutive des socialistes dans le scrutin-clé de la politique française.

Plusieurs personnalités de premier plan - Lionel Jospin, Dominique Strauss-

Kahn, Laurent Fabius, Martine Aubry... - et certains de leurs « porte-flingues » ont fait faux bond, mais nul ne songe plus, comme en début de semaine, à leur en faire grief.

« Ça ne me gêne pas. Chacun est là où il est bien », a commenté Ségolène Royal, prenant l'apéritif avec la presse sur le bateau *France 1*, sous un soleil timide.

A l'ouverture des débats, La Rochelle 2007 semblait renouer avec une tradition perdue: « Plus que jamais, ce sera l'université d'été des militants », affirmait à la tribune le patron du PS de Charente-Maritime, Olivier Falorny. Loin de ses critiques répétées de l'après-présidentielle, qui ont refroidi l'enthousiasme de certains de ses sou-

tiens de poids, Ségolène Royal s'est appliquée à valoriser un parti dont elle avait dénoncé « l'ankylose ».

"C'est une course de fond, pas un concours de feux de Bengale"

« Je veux que le PS soit admiré des Français, voilà le rêve que je fais », a-t-elle déclaré. La présidente du Poitou-Charentes a dit sentir « une ambiance nouvelle » à La Rochelle, née de la « soif très profonde » des militants de « se remettre au travail ». A ses yeux, les critiques sur sa campagne ne sont qu'« une queue de comète ».

Confirmant sa volonté, exprimée samedi dernier à Melle (Deux-Sèvres), de participer au « travail collectif », Ségolène Royal se veut « studieuse ». Elle devait d'ailleurs assister à plusieurs ateliers.

Pour la première fois, ceux-ci sont animés par des experts non socialistes, « pour être certains que le constat ne sera pas confisqué par nos querelles d'hier », a expliqué Jean-Christophe Cambadélis, responsable de l'université d'été.

Les dirigeants socialistes savent qu'aucun rendez-vous de court terme ne contraint à régler les discordes. « On en a pour cinq ans, c'est une course de fond, pas un concours de feux de Bengale », observait Henri Emmanuelli, l'un des leaders de la gauche du parti.

C'est aussi ce qui explique l'ambiance « morose » de La Rochelle 2007, selon une militante de Rennes. Ségolène Royal a été assez longuement applaudie par une partie de la salle pour son discours d'ouverture. Mais l'enthousiasme de la campagne est retombé.

ÉDITORIAL

Alain Duhamel



L'opposition en panne

L'Université d'été du PS s'est ouverte hier, à La Rochelle. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Alors que Nicolas Sarkozy pétarade sur tous les fronts, triomphe devant le Medef, prend date devant les diplomates, convainc les esprits les plus brillants du PS de participer à ses commissions, semble partout, en Corse après le Sud-Ouest, en banlieue parisienne pour visiter une grande surface et en même temps dans son bureau pour recevoir les dirigeants syndicaux, alors qu'il s'épanouit dans les sondages et apparaît tous les soirs à la télévision, le PS est en crise et l'opposition a la gueule de bois. L'extrême droite est, en effet, assommée par ses revers électoraux et n'a plus d'argent. L'extrême gauche se divise et se marginalise. Le PC et les Verts tentent de soigner leurs plaies et ne savent plus comment remonter à la surface.

Reste le Parti socialiste, battu à l'élection présidentielle mais sur un score très honorable (47 %), vaincu aux élections législatives mais gagnant cependant des sièges. On pourrait l'imaginer encouragé, préparant déjà une première revanche à l'occasion des élections municipales du printemps prochain. Pas du tout: le Parti socialiste semble aujourd'hui désespéré, incertain de lui-même, sans leader, sans stratégie et sans projet.

Parmi les stars du PS, les absents de La Rochelle sont plus nombreux que

les présents. Dominique Strauss-Kahn mène campagne pour la direction du Fonds monétaire international sur une autre planète.

Laurent Fabius s'est retiré sur un Aventin énigmatique. Lionel Jospin ne quitte pas l'île de Ré. Jack Lang et Michel Rocard sont trop occupés par leurs commissions. Martine Aubry est retenue par la grande braderie de Lille, Bernard Kouchner est entré au gouvernement, Claude Allègre sort du parti. Restent en présence Ségolène Royal, déterminée à prendre son temps, Bertrand Delanoë qui accélère prudemment et François Hollande qui va quitter la tête du parti pour guigner la candidature présidentielle. Sept sur dix des principaux dirigeants se sont éloignés et les trois figures qui demeurent se préparent déjà à en découdre.

Au même moment, les alliés traditionnels des socialistes vont encore beaucoup plus mal. Le PS conserve au moins une solide assise électorale. En revanche, le PC ne fait plus que se survivre à lui-même, les Verts sont revenus à leur point de départ et les radicaux de gauche sont de plus en plus radicaux et de moins en moins de gauche. Le Parti socialiste a grand besoin de nouveaux alliés qui ne peuvent se situer qu'au centre.

Quant au projet de société du PS, il est devenu introuvable: le seul point d'accord de tous les dirigeants socialistes est que l'ancien projet est caduc mais que le nouveau projet n'est même pas conçu.

■ retraites

La France veut encourager l'emploi des plus âgés

Le relèvement de l'âge minimum de départ à la retraite, proposé par la présidente du MEDEF, Laurence Parisot, est mis en œuvre dans certains pays européens, mais la France préfère jouer sur d'autres leviers pour amener les salariés à travailler un plus grand nombre d'années.

Réagissant à la proposition de Laurence Parisot de relever cet âge minimum de 60 ans actuellement à 61 puis 62 ans, alors que jusqu'à présent la France n'a augmenté que la durée de cotisation requise avant la

retraite, gouvernement et syndicats ont jugé prioritaire cette semaine de favoriser l'emploi des salariés les plus âgés, dont le taux d'activité est jugé insuffisant.

"Faire correspondre l'âge légal et l'âge réel"

« Plutôt que de parler de 61 ou 62 ans, il faudrait déjà que les Français partent réellement à 60 ans. Ce n'est pas le cas et le vrai enjeu du rendez-vous de 2008 est là: faire correspondre l'âge légal et l'âge réel » de départ à la re-

traite, a estimé le ministre du Travail, Xavier Bertrand. Les syndicats, bien qu'opposés à l'augmentation du nombre d'années travaillées par les salariés pour bénéficier d'une retraite à taux plein, qui devrait passer de 40 à 41 après 2008, sont allés dans le même sens que le ministre. Le taux d'activité des 55-64 ans stagne en France autour de 38 %, contre 42 % dans l'Union européenne, pour un objectif européen de 50 % en 2010, ont-ils rappelé.

La Commission européenne avait appelé en février les

27 pays de l'UE à « intensifier leurs efforts de réforme face au vieillissement rapide des populations ». Dans ce cadre, trois des plus grands pays de l'Union, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, ont décidé de relever l'âge légal de la retraite.

D'autres Etats ont choisi de mettre en place des systèmes de bonification pour pousser les salariés à travailler le plus longtemps possible, comme en Espagne où la retraite augmente de 2 % pour ceux qui partent après l'âge légal de soixante-cinq ans.